

**Avancées législatives québécoises  
favorables à la condition féminine  
(Classement thématique)**

Mélissa Morin

Service des affaires bilatérales et européennes

### **Notes explicatives**

- *Ont été examinées les lois adoptées au Québec depuis l'Acte constitutionnel de 1791<sup>1</sup>, soit successivement par l'Assemblée législative du Bas-Canada, l'Assemblée législative du Québec et l'Assemblée nationale du Québec.*
- *Ont été retenues les lois ayant eu une incidence sur les conditions de vie et de travail des femmes, incluant celles relatives à la réalité sociale des femmes et dont les incidences, sans cibler spécifiquement les femmes, ont majoritairement touché les femmes.*
- *Les hyperliens apposés sur les titres des lois réfèrent au document de la loi sanctionnée. Lorsque disponibles, des liens vers les débats parlementaires et/ou vers les étapes de cheminement du projet de loi ont été ajoutés.*
- *Les lois sélectionnées sont classées sous la thématique principale qu'elles abordent, bien que certaines lois puissent toucher à plusieurs thématiques différentes. Le classement est fourni à titre indicatif.*
- *Cette liste est disponible à titre informatif et ne constitue pas une recension exhaustive.*

---

<sup>1</sup> À noter que l'Acte constitutionnel de 1791 ayant été adopté par le Parlement britannique, il n'a pas été inclus dans le présent répertoire. Soulignons toutefois que l'Acte constitutionnel fut l'une des premières avancées législatives pour les femmes du Bas-Canada : il a donné la qualité d'électeurs à tous les propriétaires, à partir d'un certain seuil, sans distinction de sexe. Certaines femmes propriétaires au Bas-Canada ont ainsi pu exercer leur droit de vote et ce, jusqu'en 1849 alors que l'Assemblée législative adoptait un projet de loi visant à interdire le droit de vote des femmes.

## Table des matières

Autonomie financière.....	4
Éducation et carrière professionnelle.....	9
Famille et parentalité.....	14
Régimes de retraite .....	25
Vie civile et droits politiques .....	27
Bibliographie sélective.....	35

Bibliothèque de l'Assemblée nationale

## Autonomie financière

**5 mars 1915**

### [Loi amendant le Code civil relativement aux successions](#)

Cette loi a été sanctionnée le 5 mars 1915 et amendait le Code civil afin notamment de reconnaître la veuve comme héritière légitime de son mari. Jusqu'alors, suivant la Coutume de Paris, la conjointe survivante n'héritait de son époux qu'à défaut de tout parent jusqu'au douzième degré.

**17 mars 1919**

### [Loi pourvoyant à la fixation d'un salaire minimum pour les femmes](#)

Présentée par le ministre du Travail Louis-Alexandre Taschereau et sanctionnée le 17 mars 1919, cette loi a été connue sous le nom de Loi du salaire minimum pour les femmes. Elle visait à freiner la baisse rapide des salaires des ouvrières dans le contexte d'après-guerre en instaurant une commission chargée d'examiner les conditions de travail et le salaire des femmes dans les établissements industriels. La loi accorde le pouvoir à la Commission de fixer des salaires minimaux sans néanmoins définir de barèmes. Elle maintient également la discrimination entre le travail des femmes et des hommes.

*Lien connexe : [Débats parlementaires](#)*

**19 février 1932**

### [Loi modifiant la Loi du salaire minimum des femmes](#)

Cette loi a été présentée par le ministre du Travail Charles-Joseph Arcand et sanctionnée le 19 février 1932. Elle étend la portée de la Loi du salaire minimum des femmes aux établissements commerciaux en plus des établissements industriels.

*Lien connexe : [Débats parlementaires](#)*

**15 mars 1933**

### [Loi modifiant la Loi du salaire minimum des femmes](#)

Présentée par le ministre du Travail Charles-Joseph Arcand et sanctionnée le 15 mars 1933, cette loi oblige tout patron à tenir un registre de paie permettant de consigner les salaires versés aux employées. Des amendes sont également prévues pour les employeurs ne respectant pas les ordonnances de la Commission du salaire minimum des femmes.

*Lien connexe : [Débats parlementaires](#)*

**20 avril 1934**

**[Loi modifiant la Loi du salaire minimum des femmes](#)**

Sanctionnée le 20 avril 1934, cette loi stipule, d'une part, que les décisions de la Commission du salaire minimum des femmes doivent être affichées par l'employeur dans un endroit visible pour les travailleuses concernées et, d'autre part, que toute convention entre employeurs et employées fixant un salaire inférieur à celui établi par une ordonnance de la Commission est nulle.

**18 mai 1935**

**[Loi modifiant la Loi du salaire minimum des femmes](#)**

Cette loi, sanctionnée le 18 mai 1935, étend la portée de la Loi du salaire minimum des femmes aux hôtels, clubs et restaurants des villes de plus de 5 000 habitants et augmente les amendes des employeurs contrevenant aux ordonnances de la Commission du salaire minimum des femmes.

**12 décembre 1969**

**[Loi de l'aide sociale](#)**

Présentée par le ministre de la Santé, du Bien-être social et de la Famille Jean-Paul Cloutier et sanctionnée le 12 décembre 1969, cette loi permet à des femmes monoparentales, cheffes de famille, de toucher des prestations d'aide financière sans avoir à se soumettre aux conditions restrictives de l'ancienne Loi instituant l'assistance aux mères nécessiteuses.

*Lien connexe : [Débats parlementaires](#)*

**1<sup>er</sup> décembre 1971**

**[Loi de l'indemnisation des victimes d'actes criminels](#)**

Présentée par le ministre de la Justice Jérôme Choquette et sanctionnée le 1<sup>er</sup> décembre 1971, cette loi permet notamment aux dépendants d'une personne décédée à la suite d'actes criminels de recevoir l'indemnisation prévue. Elle permet également d'accorder à la mère une rente mensuelle pour l'entretien d'un enfant né à la suite d'un viol.

*Lien connexe : [Débats parlementaires](#)*

**22 décembre 1977**

**[Loi sur l'assurance automobile](#)**

Cette loi a été présentée par la ministre des Consommateurs, Coopératives et Institutions financières Lise Payette et sanctionnée le 22 décembre 1977. Cette loi, qui prévoit une indemnité de remplacement de revenu à la victime d'un accident d'automobile, prévoit également une telle indemnité pour les personnes travaillant au foyer sans rémunération. Ces dernières peuvent réclamer des frais occasionnés par leur incapacité à accomplir leurs tâches habituelles, par exemple la garde d'enfants ou l'entretien ménager.

*Lien connexe : [Débats parlementaires](#)*

**8 juin 1978**

**[Loi modifiant la Loi sur le salaire minimum](#)**

Présentée par le ministre du Travail et de la Main-d'œuvre Pierre-Marc Johnson et sanctionnée le 8 juin 1978, cette loi permet dorénavant à la Commission du salaire minimum de prévoir, par ordonnance, des congés de maternité et les indemnités afférentes pour les salariées d'une entreprise. Elle offre également un recours légal aux travailleuses ayant obtenu un congé de maternité par ordonnance et ayant été par la suite congédiée, suspendue ou déplacée.

*Lien connexe : [Débats parlementaires](#)*

**22 juin 1979**

**[Loi sur les normes du travail](#)**

Présentée par le ministre du Travail et de la Main-d'œuvre Pierre-Marc Johnson et sanctionnée le 22 juin 1979, cette loi remplace la Loi sur le salaire minimum et prévoit davantage de mesure en faveur des travailleuses enceintes. La loi interdit à un employeur de congédier, de suspendre ou de déplacer une salariée parce qu'elle est enceinte. La travailleuse enceinte peut par ailleurs demander un transfert de poste si ses conditions de travail comportent des dangers physiques pour elle ou l'enfant à naître. De plus, cette loi accorde au gouvernement un pouvoir de réglementation sur le droit à un congé de maternité, l'indemnité afférente, les modalités d'application, la durée et la répartition dudit congé. Enfin, cette loi s'applique à toute personne salariée, y compris les personnes employées par un particulier pour effectuer des travaux ménagers.

*Lien connexe : [Débats parlementaires](#)*

**21 novembre 1996**

**[Loi sur l'équité salariale](#)**

Présentée par la ministre responsable de la Condition féminine Louise Harel et sanctionnée le 21 novembre 1996, cette loi vise à corriger les écarts salariaux dus à la discrimination systémique fondée sur le sexe à l'égard des catégories d'emplois à prédominance féminine. La loi oblige les entreprises à effectuer les ajustements salariaux nécessaires afin d'accorder, pour un travail équivalent, la même rémunération aux personnes salariées occupant des emplois à prédominance féminine que celle accordée pour les emplois à prédominance masculine.

Liens connexes : [Débats parlementaires](#)  
[Cheminement du projet de loi](#)

**18 décembre 2002**

### **Loi visant à lutter contre la pauvreté et l'exclusion sociale**

Cette loi a été présentée par Linda Goupil, ministre de la Solidarité sociale, et sanctionnée le 18 décembre 2002. Elle vise à guider le gouvernement et les différents acteurs de la société dans la lutte contre la pauvreté. La loi indique notamment que les actions menées par le gouvernement et par l'ensemble de la société doivent dans leur conception et dans leur mise en œuvre viser notamment à prendre en compte les réalités propres aux femmes et aux hommes, en appliquant une analyse différenciée selon les sexes.

Liens connexes : [Débats parlementaires](#)  
[Cheminement du projet de loi](#)

**28 mai 2009**

### **Loi modifiant la Loi sur l'équité salariale**

Présentée par le ministre du Travail David Whissel et sanctionnée le 28 mai 2009, cette loi modifie la Loi sur l'équité salariale adoptée en 1996 afin d'y assujettir toute entreprise qui atteint une moyenne de 10 salariés ou plus au cours d'une année civile. Elle prévoit également un délai maximal pour réaliser un programme d'équité salariale et oblige tout employeur à produire une évaluation de son programme d'équité salariale ainsi qu'une déclaration annuelle sur l'application de la loi dans son entreprise.

**10 avril 2019**

### **Loi modifiant la Loi sur l'équité salariale afin principalement d'améliorer l'évaluation du maintien de l'équité salariale**

Présentée par Jean Boulet, ministre du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale, et sanctionnée le 10 avril 2019, cette loi modifie la Loi sur l'équité salariale afin d'éviter toute discrimination dans le processus d'évaluation de l'équité salariale dont doivent se prévaloir les employeurs assujettis à la loi. La loi prévoit également un mécanisme pour permettre aux personnes salariées de faire valoir leurs droits plus efficacement et pour faciliter le traitement des plaintes.

Liens connexes : [Débats parlementaires](#)  
[Cheminement du projet de loi](#)

23 mai 2013

**[Loi modifiant la Loi sur l'indemnisation des victimes d'actes criminels, la Loi visant à favoriser le civisme et certaines dispositions du Code civil relatives à la prescription](#)**

Cette loi, présentée par le ministre de la Justice Bernard St-Arnaud et sanctionnée le 23 mai 2013, modifie la Loi sur l'indemnisation des victimes d'actes criminels afin que puissent être payés certains frais engagés pour la résiliation d'un bail résidentiel dans un contexte de violence conjugale ou d'agression à caractère sexuel. Cette loi modifie également le Code civil du Québec en portant à 30 ans le délai de prescription applicable lorsqu'un acte causant un préjudice résulte d'une agression à caractère sexuel, de la violence subie pendant l'enfance ou de la violence d'un conjoint ou un ancien conjoint. La loi précise que le point de départ de la prescription applicable n'est pas au moment de l'acte criminel, mais au moment où la victime a connaissance que son préjudice est attribuable à cet acte.

Liens connexes : [Débats parlementaires](#)  
[Cheminement du projet de loi](#)

Bibliothèque de l'Assemblée nationale

## Éducation et carrière professionnelle

**25 avril 1903**

### [Loi autorisant le Collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec à admettre dame Irma LeVasseur au nombre de ses membres, après examen](#)

Alors que les universités canadiennes n'acceptaient pas les femmes dans leurs facultés de médecine, Irma LeVasseur obtient son doctorat en médecine au Minnesota et devient la première femme à être admise au Collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec et à pratiquer la médecine au Québec grâce à un projet de loi privé sanctionné le 25 avril 1903.

**29 avril 1941**

### [Loi concernant le Barreau](#)

Présentée par le procureur général Wilfrid Girouard et sanctionnée le 29 avril 1941, cette loi permet aux femmes d'être admises au Barreau et de pratiquer le droit au Québec.

*Lien connexe : [Par ici la démocratie](#)*

**13 mars 1942**

### [Loi modifiant la Loi de l'instruction publique](#)

Cette loi sanctionnée le 13 mars 1942 permet notamment aux femmes de devenir commissaires scolaires.

**23 février 1956**

### [Loi modifiant la Loi du notariat](#)

Cette loi présentée par Joseph-Léonard Blanchard et sanctionnée le 23 février 1956 vient modifier la Loi du notariat en stipulant que « seuls les citoyens canadiens de l'un ou l'autre sexe peuvent être admis à l'étude du notariat », ouvrant ainsi aux femmes l'admission à la Chambre des notaires du Québec. Bérengère Gaudet deviendra la première femme à exercer la profession de notaire au Québec le 11 octobre 1960.

*Lien connexe : [Débats parlementaires](#)*

**9 avril 1976**

### [Loi modifiant la Loi des syndicats professionnels](#)

Présentée par la ministre des Consommateurs, Coopératives et Institutions financières Lise Bacon et sanctionnée le 9 avril 1976, cette loi abroge certaines dispositions de l'article 7 de la Loi des syndicats professionnels qui empêchaient une femme mariée de faire partie d'un syndicat professionnel si son mari s'y opposait.

*Lien connexe :* [Débats parlementaires](#)

**23 juin 1981**

### [Loi modifiant la Loi sur la fonction publique](#)

Présentée par la ministre de la Fonction publique Denise Leblanc-Bantey et sanctionnée le 23 juin 1981, cette loi permet dorénavant à la ministre ou au ministre de la Fonction publique de mettre en place des mesures visant à assurer l'égalité en emploi au sein de la fonction publique québécoise, notamment en matière de recrutement et de promotion des femmes, des communautés culturelles et des personnes ayant un handicap pour soutenir l'égalité des chances.

*Lien connexe :* [Débats parlementaires](#)

**22 décembre 1983**

### [Loi sur la fonction publique](#)

Présentée par la ministre de la Fonction publique Denise Leblanc-Bantey et sanctionnée le 22 décembre 1983, cette loi mandate le Conseil du trésor pour l'implantation des programmes d'accès à l'égalité au sein de la fonction publique afin de contrer la discrimination dont pouvaient être victimes certains groupes, incluant les femmes. La loi prévoit également une modification de la procédure d'embauche permettant d'augmenter les chances des femmes d'obtenir un emploi conformément au programme d'accès à l'égalité.

*Lien connexe :* [Débats parlementaires](#)

**8 juin 1990**

### [Loi sur l'aide financière aux étudiants](#)

Présentée par Claude Ryan, ministre de l'Enseignement supérieur et de la Science, et sanctionnée le 8 juin 1990, cette loi remplace la Loi sur les prêts et bourses aux étudiants et prévoit notamment de ramener à zéro la contribution minimale au programme de prêts et bourse des personnes étudiantes ayant des enfants à charge. Pour les responsables de familles monoparentales, majoritairement des femmes, la loi permet également le versement anticipé d'une partie de l'aide financière accordée.

*Lien connexe :* [Débats parlementaires](#)

**22 juin 1990**

**[Loi sur la pratique des sages-femmes dans le cadre de projets-pilotes](#)**

Présentée par le ministre de la Santé et des Services sociaux Marc-Yvan Côté, cette loi a été sanctionnée le 22 juin 1990 afin d'autoriser la pratique des sages-femmes dans le cadre de huit projets-pilotes pour une durée d'environ six ans. La loi prévoit que la ou le ministre responsable doit ensuite faire rapport au gouvernement sur l'opportunité de permettre ou non la pratique des sages-femmes et, le cas échéant, sur l'organisation de la profession.

*Lien connexe : [Débats parlementaires](#)*

**20 décembre 1990**

**[Loi modifiant la Loi sur les producteurs agricoles](#)**

Cette loi, présentée par le ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation Yvon Picotte et sanctionnée le 20 décembre 1990, modifie l'article 1 de la Loi sur les producteurs agricoles afin de permettre et de reconnaître la création de syndicats agricoles ayant notamment pour objet de promouvoir l'étude, la défense et le développement des intérêts liés à la condition féminine ou à la relève agricole de ses membres.

*Lien connexe : [Débats parlementaires](#)*

**4 septembre 1991**

**[Loi sur les services de santé et les services sociaux et modifiant diverses dispositions législatives](#)**

Apportant une révision complète de la Loi sur les services de santé et les services sociaux, cette loi, présentée par le ministre de la Santé et des Services sociaux Marc-Yvan Côté et sanctionnée le 4 septembre 1990, prévoit notamment que la nomination de nouveaux membres dans les conseils d'administration des établissements publics de santé doit être faite de façon à assurer une représentation la plus équitable possible des femmes et des hommes. Des mesures sont également prises pour faciliter l'accès à des postes de direction pour les personnes qualifiées issues de groupes sous-représentés, dont les femmes.

*Lien connexe : [Débats parlementaires](#)*

**17 juin 1998**

**[Loi prolongeant l'effet de certaines dispositions de la Loi sur la pratique des sages-femmes dans le cadre de projets-pilotes](#)**

Présentée par le ministre de la Santé et des Services sociaux Jean Rochon et sanctionnée le 17 juin 1998, cette loi prolonge certaines dispositions de la Loi adoptée en 1990 afin de poursuivre la pratique des sages-femmes dans les projets-pilotes en cours en attendant la présentation d'un projet de loi autorisant et encadrant la pratique des sages-femmes.

*Liens connexes :* [Débats parlementaires](#)  
[Cheminement du projet de loi](#)

**19 juin 1999**

**[Loi sur les sages-femmes](#)**

Sanctionnée le 19 juin 1999, cette loi a été présentée par Linda Goupil, ministre responsable de l'application des lois professionnelles, et confirme la légalisation de la pratique des sages-femmes en définissant les conditions d'exercice et les interdictions de cette profession. La loi crée également l'Ordre des sages-femmes du Québec.

*Liens connexes :* [Débats parlementaires](#)  
[Cheminement du projet de loi](#)

**5 décembre 2000**

**[Loi sur l'accès à l'égalité en emploi dans des organismes publics et modifiant la Charte des droits et libertés de la personne](#)**

Cette loi a été présentée par le ministre des Relations avec les citoyens et de l'Immigration Sylvain Simard et sanctionnée le 5 décembre 2000. Elle vise l'égalité en emploi dans les organismes publics, les organismes municipaux, les organismes scolaires et les organismes du secteur de la santé et des services sociaux employant cent personnes et plus. La loi exige que ces organismes établissent un programme d'accès à l'égalité en emploi pour corriger les cas de sous-représentation de groupes visés par la loi, notamment les femmes.

*Liens connexes :* [Débats parlementaires](#)  
[Cheminement du projet de loi](#)

8 décembre 2017

**[Loi visant à prévenir et à combattre les violences à caractère sexuel dans les établissements d'enseignement supérieur](#)**

Cette loi a été présentée par Hélène David, ministre responsable de l'Enseignement supérieur, et sanctionnée le 8 décembre 2017. Elle vise à renforcer les actions pour prévenir et combattre les violences à caractère sexuel dans les établissements d'enseignement supérieur et à favoriser un milieu de vie sain et sécuritaire pour la communauté étudiante et les membres du personnel.

Liens connexes : [Débats parlementaires](#)  
[Cheminement du projet de loi](#)

Bibliothèque de l'Assemblée nationale

## Famille et parentalité

**14 avril 1937**

### [Loi instituant l'assistance aux mères nécessiteuses](#)

Sanctionnée le 14 avril 1937 dans un contexte de crise économique, cette loi visait à aider les mères, responsables de famille. Bien que les nombreuses conditions d'admission aient limité l'accès des femmes à cette aide gouvernementale, cette loi annonçait un tournant dans l'engagement social de l'État.

**26 avril 1967**

### [Loi des allocations familiales du Québec](#)

Présentée par le ministre de la Famille et du Bien-être social Jean-Paul Cloutier et sanctionnée le 25 avril 1967, cette loi octroie des allocations semestrielles aux mères ayant des enfants de moins de 16 ans.

*Lien connexe : [Débats parlementaires](#)*

**12 décembre 1969**

### [Loi concernant les régimes matrimoniaux](#)

Présentée par le ministre de la Justice Rémi Paul et sanctionnée le 12 décembre 1969, cette loi prévoit le remplacement du régime matrimonial de droit commun qu'était la communauté de biens par la société d'acquêts. Cette loi élimine également la plupart des inégalités entre époux.

*Lien connexe : [Débats parlementaires](#)*

**8 décembre 1970**

### [Loi modifiant le Code civil et concernant les enfants naturels](#)

Présentée par le ministre de la Justice Jérôme Choquette et sanctionnée le 8 décembre 1970, cette modification du Code civil permet notamment de reconnaître à la mère les mêmes droits qu'au père quant au mariage de leurs enfants mineurs. Elle reconnaît également aux parents, et non plus au père uniquement, l'exercice des pouvoirs et de l'autorité nécessaire pour s'acquitter de leurs obligations parentales.

*Lien connexe : [Débats parlementaires](#)*

**13 décembre 1973**

**[Régime des allocations familiales du Québec](#)**

Présentée par le ministre des Affaires sociales Claude Forget et sanctionnée le 13 décembre 1973, cette loi crée un nouveau régime d'allocations familiales remplaçant celui mis en place en 1967. La loi prévoit un versement d'allocation mensuelle à la mère, naturelle ou adoptive, de tout enfant célibataire âgé de moins de 18 ans. En l'absence de la mère, cette allocation est accordée au père de l'enfant.

*Lien connexe : [Débats parlementaires](#)*

**17 novembre 1977**

**[Loi modifiant le Code civil](#)**

Sanctionnée le 17 novembre 1977, cette loi abolit dans le Code civil la notion d'autorité paternelle pour la remplacer par la notion d'autorité parentale. Cette modification législative permet de consacrer l'égalité de la mère et du père quant à leurs responsabilités parentales et à l'exercice de l'autorité parentale.

**21 décembre 1979**

**[Loi sur la santé et la sécurité du travail](#)**

Présentée par le ministre d'État au Développement social Pierre Marois et sanctionnée le 21 décembre 1979, cette loi introduit la notion de retrait préventif pour les travailleuses enceintes.

*Lien connexe : [Débats parlementaires](#)*

**21 décembre 1979**

**[Loi sur les services de garde à l'enfance](#)**

Présentée par le ministre des Affaires sociales Denis Lazure et sanctionnée le 21 décembre 1979, cette loi établit le cadre d'organisation des services de garde à l'enfance, crée l'Office des services de garde et permet notamment aux commissions scolaires de fournir des services de garde en milieu scolaire aux enfants fréquentant la maternelle et le primaire, facilitant de la sorte l'horaire de travail des parents.

*Lien connexe : [Débats parlementaires](#)*

18 juin 1980

[Loi pour favoriser la perception des pensions alimentaires](#)

Présentée par le ministre de la Justice Marc-André Bédard et sanctionnée le 18 juin 1980, cette loi met en place un nouveau système de perception des pensions alimentaires permettant à la personne qui reçoit une telle pension de faire appel aux services d'un percepteur des pensions alimentaires. Ce dernier peut forcer le paiement de la pension alimentaire par l'entremise de saisies mobilières, immobilières, de traitements ou de salaires lorsqu'il y a défaut de paiement. Cette loi modifie également le Code civil du Québec pour permettre l'indexation des pensions alimentaires accordées par le tribunal conformément à l'indice annuel des rentes.

Lien connexe : [Débats parlementaires](#)

19 décembre 1980

[Loi instituant un nouveau Code civil et portant réforme du droit de la famille](#)

Présentée par le ministre de la Justice Marc-André Bédard et sanctionnée le 19 décembre 1980, cette loi réforme en profondeur le droit de la famille au Québec et accorde une meilleure protection légale aux femmes mariées. Reconnaissant désormais légalement l'égalité entre les conjoints, cette loi stipule que les personnes mariées assument ensemble la direction morale et matérielle de la famille, exercent l'autorité parentale, choisissent la résidence familiale et contribuent aux charges du mariage en proportion de leurs facultés respectives. La loi prévoit également une protection de la résidence familiale qui ne peut être aliénée sans le consentement des deux conjoints.

Cette réforme du droit de la famille reconnaît aussi la contribution de la conjointe et du conjoint à l'enrichissement de l'autre par l'introduction de la prestation compensatoire. Lors d'un divorce, ce recours permet à la conjointe ou au conjoint, qui par son apport en biens ou en services a contribué à enrichir le patrimoine familial, à recevoir une compensation.

Enfin, la loi prévoit que la femme mariée conserve son nom de naissance et peut le transmettre à ses enfants.

Liens connexes : [Par ici la démocratie](#)  
[Débats parlementaires](#)

10 décembre 1986

[Loi modifiant la Loi sur l'assurance-maladie](#)

Cette loi a été présentée par la ministre de la Santé et des Services sociaux Thérèse Lavoie-Roux et sanctionnée le 10 décembre 1986. Elle prévoit désormais l'inclusion des services de planification familiale prescrites par une ou un médecin et identifiées par règlement parmi les services assurés conformément à la Loi sur l'assurance-maladie.

Lien connexe : [Débats parlementaires](#)

**23 décembre 1988**

**[Loi modifiant le Code de procédure civile concernant le recouvrement des pensions alimentaires](#)**

Cette loi, présentée par le ministre de la Justice Gil Rémillard et sanctionnée le 23 décembre 1988, met en place un système de perception automatique des pensions alimentaires lorsqu'il y a défaut de paiement, améliorant ainsi la sécurité financière des personnes, majoritairement des femmes, ayant droit à une pension alimentaire.

Lien connexe : [Débats parlementaires](#)

**23 décembre 1988**

**[Loi modifiant la Loi sur la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs crïs bénéficiant de la Convention de la Baie James et du Nord québécois](#)**

Présentée par le ministre de la Main-d'œuvre et de la Sécurité du revenu André Bourbeau et sanctionnée le 23 décembre 1988, cette loi accorde notamment des prestations de maternité aux femmes inscrites aux programmes de sécurité du revenu prévu par la Loi sur la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs crïs bénéficiant de la Convention de la Baie James et du Nord québécois, mais étant incapables de participer aux activités reliées à la chasse et au piégeage en raison de leur grossesse ou des soins à donner à leurs enfants.

Lien connexe : [Débats parlementaires](#)

**6 avril 1989**

**[Loi modifiant la Loi sur les allocations familiales et d'autres dispositions législatives](#)**

Cette loi a été présentée par le ministre de la Main-d'œuvre et de la Sécurité du revenu André Bourbeau et sanctionnée le 6 avril 1989. Elle prévoit le paiement de deux nouvelles allocations pour les familles, soit l'allocation mensuelle pour jeune enfant et l'allocation de naissance. Ces allocations sont payables en priorité à la mère et ne peuvent être cédées ni faire l'objet d'une saisie.

Lien connexe : [Débats parlementaires](#)

**22 juin 1989**

**[Loi modifiant le Code civil du Québec et d'autres dispositions législatives afin de favoriser l'égalité économique des époux](#)**

Cette loi, présentée par la ministre déléguée à la Condition féminine Monique Gagnon-Tremblay et sanctionnée le 22 juin 1989, apporte des modifications législatives, notamment au droit de la famille, afin de favoriser l'égalité économique des époux et marquer le caractère d'association lié au mariage. L'institution d'un patrimoine familial devient une disposition impérative applicable à tout mariage sans égard au régime matrimonial et la valeur de ce patrimoine familial doit être divisée en parts égales entre les époux advenant le divorce ou la séparation de corps.

Lien connexe : [Débats parlementaires](#)

**25 octobre 1990**

**20 décembre 1990**

**[Loi modifiant la Loi sur les allocations d'aide aux familles](#)**  
**[Loi modifiant de nouveau la Loi sur les allocations d'aide aux familles](#)**

Ces deux lois, présentées par le ministre de la Main-d'œuvre, de la Sécurité du Revenu et de la Formation professionnelle André Bourbeau et sanctionnées respectivement le 25 octobre et le 20 décembre 1990, prévoient notamment le prolongement de la période de paiement de l'allocation de naissance pour les enfants selon certains critères. Ces allocations sont toujours payables en priorité à la mère.

Liens connexes : [Débats parlementaires \(Loi sur les allocations d'aide aux familles\)](#)  
[Débats parlementaires \(Loi sur les allocations d'aide aux familles\)](#)

**20 décembre 1990**

**[Loi modifiant la Loi sur les normes du travail et d'autres dispositions législatives](#)**

Présentée par le ministre de la Main-d'œuvre, de la Sécurité du Revenu et de la Formation professionnelle André Bourbeau et sanctionnée le 20 décembre 1990, cette loi intègre à la Loi sur les normes du travail des dispositions concernant le congé de maternité de dix-huit semaines. Elle annule également toute exigence relative au service continu pour pouvoir bénéficier de ce congé et introduit un congé parental, sans solde, d'une durée pouvant atteindre 34 semaines. De plus, la loi permet à une personne salariée de s'absenter du travail, à certaines conditions, pour remplir des obligations parentales ou pour se rendre à des examens médicaux liés à la grossesse. Enfin, la loi accorde également un droit de recours à une personne salariée qui a reçu une sanction de son employeur après avoir refusé d'effectuer des heures supplémentaires pour remplir des obligations parentales.

Lien connexe : [Débats parlementaires](#)

**18 décembre 1991**

**[Code civil du Québec](#)**

Cette loi a été présentée par le ministre de la Justice Gil Rémillard et sanctionnée le 18 décembre 1991. Elle institue un nouveau Code civil du Québec pour remplacer le Code civil du Bas-Canada. Ce Code civil prévoit notamment de nouvelles règles pour tenir compte du développement de la procréation médicalement assistée. Il prévoit entre autres l'irrecevabilité d'un recours en désaveu ou en contestation de paternité dans les cas de procréation assistée, sauf si le père peut faire la preuve qu'il n'a pas consenti à cette procédure. Le Code prévoit également que la personne qui fait don de gamètes ne peut jamais réclamer la paternité de l'enfant que son don a permis de concevoir. Il spécifie qu'aucun lien de filiation n'existe entre cette personne et l'enfant, tout en prévoyant que le mari qui consent à la procréation engage sa responsabilité envers la mère de l'enfant.

*Lien connexe : [Débats parlementaires](#)*

**18 décembre 1991**

**[Loi modifiant la Loi sur les allocations d'aide aux familles](#)**

Présentée par le ministre de la Main-d'œuvre, de la Sécurité du Revenu et de la Formation professionnelle André Bourbeau et sanctionnée le 18 décembre 1991, cette loi prolonge à nouveau la période de paiement de l'allocation de naissance pour les enfants selon certains critères. Ces allocations sont toujours payables en priorité à la mère.

*Lien connexe : [Débats parlementaires](#)*

**16 mai 1995**

**[Loi facilitant le paiement des pensions alimentaires](#)**

Cette loi a été présentée par la ministre de la Sécurité du revenu et ministre responsable de la Condition féminine Jeanne L. Blackburn et sanctionnée le 16 mai 1995. Elle établit des normes précises, uniformes et objectives pour fixer le montant d'une pension alimentaire destinée aux enfants selon la capacité de payer des parents. Cette loi affirme également la responsabilité commune des parents à l'égard de leurs enfants et met en place un programme gouvernemental de perception des pensions alimentaires.

*Lien connexe : [Débats parlementaires](#)*

**16 avril 1997**

**[Loi modifiant la Loi sur les normes du travail en matière de congé annuel et de congé parental](#)**

Cette loi, présentée par le ministre du Travail Matthias Rioux et sanctionnée le 16 avril 1997, augmente la durée du congé parental de 34 à 52 semaines.

*Liens connexes :* [Débats parlementaires](#)  
[Cheminement du projet de loi](#)

**19 juin 1997**

**[Loi sur les prestations familiales](#)**

Présentée par la ministre de l'Éducation et ministre responsable de la famille, Pauline Marois, et sanctionnée le 19 juin 1997, cette loi remplace le régime d'allocation d'aide aux familles. Elle prévoit le versement de prestations familiales pour chaque enfant de moins de 18 ans à la personne qui assume principalement la charge des soins et de l'éducation de l'enfant et qui vit habituellement avec lui. Ce droit n'est reconnu qu'à une seule personne pour un même enfant.

*Liens connexes :* [Débats parlementaires](#)  
[Cheminement du projet de loi](#)

**19 juin 1997**

**[Loi sur le ministère de la Famille et de l'Enfance et modifiant la Loi sur les services de garde à l'enfance](#)**

Cette loi a été présentée par Pauline Marois, ministre de l'Éducation et ministre responsable de la Famille, et sanctionnée le 19 juin 1997. En plus de créer le ministère de la Famille et de l'Enfance, cette loi instaure les centres de la petite enfance, favorisant de la sorte la participation des femmes au marché du travail.

*Liens connexes :* [Débats parlementaires](#)  
[Cheminement du projet de loi](#)

**22 octobre 1999**

**[Loi concernant l'harmonisation au Code civil des lois publiques](#)**

Cette loi, présentée par la ministre de la Justice Linda Goupil et sanctionnée le 22 octobre 1999, vise à harmoniser les lois publiques avec le nouveau Code civil du Québec adopté en 1991. La loi prévoit notamment le remplacement dans plusieurs lois de l'expression « bon père de famille » par « prudence et diligence ».

*Liens connexes :* [Débats parlementaires](#)  
[Cheminement du projet de loi](#)

**30 mai 2001**

**[Loi sur l'assurance parentale](#)**

Présentée par la ministre de la Famille et de l'Enfance Pauline Marois et sanctionnée le 30 mai 2001, cette loi crée le régime d'assurance parentale qui accorde, aux travailleuses et travailleurs admissibles, des prestations de maternité, des prestations de paternité et des prestations parentales lors de la naissance ou de l'adoption d'un enfant.

*Liens connexes :* [Débats parlementaires](#)  
[Cheminement du projet de loi](#)

**15 mai 2002**

**[Loi modifiant la Loi sur le ministère du Revenu et d'autres dispositions législatives relativement à la protection des renseignements confidentiels](#)**

Cette loi a été présentée par le ministre du Revenu Guy Julien et sanctionnée le 15 mai 2002. Introduisant la notion de confidentialité des renseignements contenus dans le dossier fiscal d'une personne, la loi prévoit néanmoins que ces renseignements peuvent être utilisés, sans le consentement de la personne concernée, par le ministère du Revenu dans le cadre de l'application ou de l'exécution d'un jugement de paiement de pension alimentaire.

*Liens connexes :* [Débats parlementaires](#)  
[Cheminement du projet de loi](#)

**8 juin 2002**

**[Loi instituant l'union civile et établissant de nouvelles règles de filiation](#)**

Présentée par le ministre de la Justice Paul Bégin et sanctionnée le 8 juin 2002, cette loi crée l'union civile et en prévoit les conséquences pour les personnes conjointes, notamment concernant la contribution aux charges du ménage, la résidence familiale, le patrimoine familial et l'obligation alimentaire. Les couples liés par une union civile ont les mêmes droits et les mêmes obligations que ceux unis par le mariage. À moins d'établir, par contrat, un autre régime de vie commune, le régime de la société d'acquêts s'applique.

*Liens connexes :* [Débats parlementaires](#)  
[Cheminement du projet de loi](#)

**11 décembre 2002**

**[Loi modifiant la Loi sur le ministère du Revenu et d'autres dispositions législatives](#)**

Cette loi a été présentée par le ministre du Revenu Guy Julien et sanctionnée le 15 mai 2002. Elle permet notamment d'assurer un traitement prioritaire au recouvrement d'une somme due en vertu de la Loi facilitant le paiement des pensions alimentaires.

*Liens connexes :* [Débats parlementaires](#)  
[Cheminement du projet de loi](#)

**19 décembre 2002**

**[Loi modifiant la Loi sur les normes du travail et d'autres dispositions législatives](#)**

Présentée par le ministre du Travail Jean Rochon et sanctionnée le 19 décembre 2002, cette loi stipule que les normes du travail s'appliquent désormais à certains emplois typiquement féminins, notamment le travail domestique rémunéré, la garde d'enfants rémunérée et les soins rémunérés pour une personne malade, handicapée ou âgée. La loi accorde également de nouveaux droits aux personnes salariées devant remplir des obligations familiales, met en place un congé de cinq jours, dont deux rémunérés, à l'occasion d'une naissance, d'une adoption ou d'une interruption de grossesse à compter de la vingtième semaine, prévoit un congé de maternité sans salaire d'une durée de 18 semaines et un congé préventif si la santé de la mère ou de l'enfant à naître est en danger, permet de prolonger le congé parental de 70 semaines à 104 semaines et offre la possibilité à la personne salariée de reprendre son travail à temps partiel à la suite d'un congé parental. De même, la loi prévoit le maintien des régimes d'assurance collective et de retraite pendant le congé de maternité et la réintégration de la personne salariée dans son poste habituel avec les mêmes avantages, incluant le salaire auquel elle aurait droit si elle était restée au travail. Enfin, la loi stipule que toute personne salariée a le droit de travailler dans un milieu exempt de harcèlement psychologique.

*Liens connexes :* [Débats parlementaires](#)  
[Cheminement du projet de loi](#)

**17 juin 2005**

**[Loi concernant l'obtention et l'exécution réciproques des décisions en matière d'aliments](#)**

Présentée par le ministre de la Justice Marc Bellemare et sanctionnée le 17 juin 2005, cette loi vise à faciliter l'obtention et l'exécution d'une décision en matière de pension alimentaire dans les cas où l'un des deux parents ne réside pas au Québec. Cette loi remplace la Loi sur l'exécution réciproque d'ordonnances alimentaires qui avait été modifiée en 1982.

*Liens connexes :* [Débats parlementaires](#)  
[Cheminement du projet de loi](#)

**5 juin 2006**

**[Loi modifiant la Loi sur le ministère de la Famille et de l'Enfance et d'autres dispositions législatives](#)**

Présentée par la ministre de la Famille, des Aînés et de la Condition féminine Carole Thériault et sanctionnée le 5 juin 2006, cette loi modifie le nom du ministère qui devient le ministère de la Famille, des Aînés et de la Condition féminine. En plus de son mandat antérieur, le ministère a désormais pour mission de promouvoir les droits des femmes et l'égalité effective entre les femmes et les hommes.

Liens connexes : [Débats parlementaires](#)  
[Cheminement du projet de loi](#)

**19 juin 2009**

**[Loi sur les activités cliniques et de recherche en matière de procréation assistée](#)**

Présentée par le ministre de la Santé et des Services sociaux Yves Bolduc et sanctionnée le 19 juin 2009, cette loi modifie notamment la Loi sur l'assurance maladie afin que les services de procréation assistée déterminés par règlement soient des services assurés.

Liens connexes : [Débats parlementaires](#)  
[Cheminement du projet de loi](#)

**27 octobre 2009**

**[Loi instituant le fonds de soutiens aux proches aidants](#)**

Cette loi a été présentée par Marguerite Blais, ministre responsable des Aînés, et sanctionnée le 27 octobre 2009. Elle prévoit la création d'un fonds de soutien pour les proches aidants, majoritairement des femmes, qui fournissent, sans rémunération, des soins et du soutien régulier à des personnes âgées ayant une incapacité significative susceptible de compromettre leur maintien à domicile.

Liens connexes : [Débats parlementaires](#)  
[Cheminement du projet de loi](#)

7 décembre 2016

**[Loi visant à accroître les pouvoirs de la Régie de l'assurance maladie du Québec, à encadrer les pratiques commerciales en matière de médicaments ainsi qu'à protéger l'accès aux services d'interruption volontaire de grossesse](#)**

Présentée par Gaétan Barrette, ministre de la Santé et des Services sociaux, et sanctionnée le 7 décembre 2016, cette loi interdit, à moins de 50 mètres d'un local offrant des services d'interruption volontaire de grossesse, toute manifestation ou intervention visant à tenter de dissuader une femme d'obtenir un tel service ainsi qu'à contester ou à condamner son choix. Ce type de manifestations ou d'interventions est également interdit s'il vise les personnes travaillant dans des lieux offrant des services d'interruption volontaire de grossesse.

Liens connexes : [Débats parlementaires](#)  
[Cheminement du projet de loi](#)

12 juin 2018

**[Loi modifiant la Loi sur les normes du travail et d'autres dispositions législatives afin principalement de faciliter la conciliation famille-travail](#)**

Cette loi, présentée par Dominique Viens, ministre responsable du Travail, et sanctionnée le 12 juin 2018, permet la modernisation de la Loi sur les normes du travail afin de faciliter la conciliation travail-famille. Elle augmente notamment le nombre d'absences autorisées liées à des responsabilités parentales ou à titre de proche aidant. Elle renforce également les dispositions en matière de harcèlement psychologique et sexuel en milieu de travail.

Liens connexes : [Débats parlementaires](#)  
[Cheminement du projet de loi](#)

29 octobre 2020

**[Loi visant principalement à améliorer la flexibilité du régime d'assurance parentale afin de favoriser la conciliation famille-travail](#)**

Cette loi, présentée par Jean Boulet, ministre du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale, et sanctionnée le 29 octobre 2020, modifie la Loi sur l'assurance parentale afin d'offrir davantage de flexibilité dans l'utilisation des prestations du régime d'assurance parentale. Elle prolonge la période à l'intérieur de laquelle les prestations peuvent être payées et elle accorde des semaines de prestations parentales additionnelles pour un parent figurant seul à l'acte de naissance d'un enfant.

Liens connexes : [Débats parlementaires](#)  
[Cheminement du projet de loi](#)

## Régimes de retraite

**17 juillet 1970**

### [Loi modifiant le Régime de retraite des enseignants](#)

Présentée par le Premier ministre et ministre des Finances Robert Bourrassa et sanctionnée le 17 juillet 1970, cette loi permet aux enseignantes s'étant absentes de leur travail en raison d'un congé de maternité d'ajouter à la durée de leur service les jours d'absence liés à ce congé.

*Lien connexe : [Débats parlementaires](#)*

**10 août 1977**

### [Loi modifiant le régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics](#)

Présentée par le ministre de la Fonction publique Denis de Belleval et sanctionnée le 10 août 1977, cette loi permet aux employées s'étant absentes de leur travail en raison d'un congé de maternité d'ajouter à la durée de leur service les jours d'absence liés à ce congé, sans excéder 120 jours.

*Lien connexe : [Débats parlementaires](#)*

**23 juin 1983**

### [Loi modifiant les régimes de retraite et diverses dispositions législatives](#)

Cette loi a été présentée par le président du Conseil du Trésor et ministre délégué à l'Administration Yves Bérubé et sanctionnée le 23 juin 1983. Elle modifie le calcul de la rente de retraite des employés et employées du gouvernement et des organismes publics ainsi que des enseignantes et enseignants des commissions scolaires catholiques. La loi permet notamment à une fonctionnaire ou à une enseignante ayant bénéficié d'un congé de maternité de se faire créditer, sans cotisation, jusqu'à 130 jours de ce congé pour le calcul de sa rente de retraite.

*Lien connexe : [Débats parlementaires](#)*

**21 juin 2001**

### [Loi sur le régime de retraite du personnel d'encadrement](#)

Cette loi a été présentée par Jacques Léonard, ministre délégué à l'Administration et à la Fonction publique et président du Conseil du Trésor, et sanctionnée le 21 juin 2001. Elle établit le régime de retraite applicable au personnel d'encadrement des secteurs publics et parapublics et prévoit notamment que les employées bénéficiant d'un congé

de maternité sont réputées occuper une fonction pendant leur absence et que ce congé n'est pas déduit du traitement admissible ou des années de services pour le calcul de la rente de retraite.

Liens connexes : [Débats parlementaires](#)  
[Cheminement du projet de loi](#)

**11 décembre 2002**

**[Loi favorisant l'établissement d'un régime de retraite à l'intention d'employés œuvrant dans le domaine des services de garde à l'enfance](#)**

Présentée par la ministre de la Famille et de l'Enfance Linda Goupil et sanctionnée le 11 décembre 2002, cette loi vise à favoriser l'établissement d'un régime de retraite pour les personnes travaillant dans le domaine des services de garde à l'enfance.

Liens connexes : [Débats parlementaires](#)  
[Cheminement du projet de loi](#)

**17 décembre 2004**

**[Loi modifiant la Loi sur le régime de retraite des agents de la paix en services correctionnels et d'autres dispositions législatives](#)**

Cette loi, présentée par Monique Jérôme-Forget, ministre responsable de l'Administration gouvernementale et présidente du Conseil du Trésor, et sanctionnée le 17 décembre 2004, permet notamment d'inclure dans le calcul de la participation au régime de retraite des agents de la paix en services correctionnels les périodes où une employée bénéficie d'un congé de maternité.

Liens connexes : [Débats parlementaires](#)  
[Cheminement du projet de loi](#)

**14 décembre 2006**

**[Loi modifiant diverses dispositions législatives en matière de retraite](#)**

Cette loi a été présentée par Monique Jérôme-Forget, ministre responsable de l'Administration gouvernementale et présidente du Conseil du Trésor, et sanctionnée le 14 décembre 2006. Elle prévoit notamment de hausser de 130 à 135 jours le nombre de jours de congé de maternité pouvant être crédités à l'employée dans le cadre des régimes de retraite des enseignants, des fonctionnaires, du personnel d'encadrement, des employés du gouvernement et des organismes publics ainsi que des agents de la paix en services correctionnels.

Liens connexes : [Débats parlementaires](#)  
[Cheminement du projet de loi](#)

## Vie civile et droits politiques

**24 juin 1892**

### [Loi accordant le droit de vote aux filles majeures et aux veuves en matières municipales et scolaires](#)

Cette loi a été présentée par le Premier ministre du Québec Charles-E. Boucher de Boucherville et a été sanctionnée le 24 juin 1892. La loi octroie aux femmes célibataires et propriétaires ainsi qu'aux veuves le droit de vote aux élections municipales et scolaires.

**25 avril 1908**

### [Loi constituant en corporation l'hôpital Sainte-Justine](#)

Cette loi présentée par le député Jérémie-Louis Décarie et sanctionnée le 25 avril 1908 exempte les femmes mariées administratrices de l'Hôpital Sainte-Justine d'obtenir l'autorisation de leur mari pour effectuer les actes nécessaires à la gestion financière de l'Hôpital.

*Lien connexe : [Débats parlementaires](#)*

**11 mars 1931**

### [Loi modifiant le Code civil et le Code de procédure civile relativement aux droits civils de la femme](#)

À la suite du dépôt du rapport de la Commission Dorion sur les droits civils des femmes, cette loi, sanctionnée le 11 mars 1931, apporte des modifications au Code civil afin notamment de créer la catégorie des biens réservés échappant ainsi à l'administration du mari. Les femmes mariées en emploi ont dorénavant la libre gestion de leur salaire et des biens acquis avec celui-ci.

**19 février 1932**

### [Loi modifiant la charte de la cité de Montréal](#)

Présentée par le député Joseph-Maurice Gabias et sanctionnée le 19 février 1932, cette loi octroie, dans son article 6, le droit de vote aux élections municipales de Montréal aux femmes mariées en séparation de biens et propriétaires. Selon les anciennes dispositions (voir la Loi accordant le droit de vote aux filles majeures et aux veuves en matières municipales et scolaires, adoptée en 1892), seules les femmes propriétaires veuves ou célibataires avaient le droit de voter aux élections municipales.

*Lien connexe : [Débats parlementaires](#)*

**25 avril 1940**

**[Loi accordant le droit de vote et d'éligibilité aux femmes](#)**

Présentée par le Premier ministre Adélard Godbout et sanctionnée le 25 avril 1940, cette loi permet aux femmes de 21 ans et plus de voter et de se présenter comme candidates aux élections provinciales. Au cours des années 1920 et 1930, plusieurs projets de loi visant à octroyer le droit de vote aux femmes avaient été présentés en chambre sans jamais être adoptés, notamment en [1927](#), en [1929](#), en [1931](#) et en [1933](#).

*Lien connexe : [Par ici la démocratie](#)*

**16 décembre 1954**

**[Loi modifiant le Code civil](#)**

Présentée par le député Lionel-Alfred Ross et sanctionnée le 16 décembre 1954, cette loi modifie le Code civil pour permettre à une femme d'obtenir la « séparation de corps pour cause d'adultère de son mari ». Auparavant, la femme ne pouvait se séparer que si la « concubine » du mari adultère s'installait « dans la maison commune ». Or, le mari pouvait obtenir en tout temps la séparation d'une épouse adultère.

*Lien connexe : [Par ici la démocratie](#)*

**18 juin 1964**

**[Loi sur la capacité juridique de la femme mariée](#)**

Présentée par la ministre Marie-Claire Kirkland – utilisant alors le nom Claire Kirkland-Casgrain – et sanctionnée le 18 juin 1964, cette loi met fin à l'incapacité juridique de la femme mariée qui peut désormais exercer une profession, gérer ses biens, intenter des actions en justice, conclure des contrats et effectuer des transactions courantes sans devoir présenter la signature de son mari.

*Liens connexes : [Par ici la démocratie](#)  
[Débats parlementaires](#)*

**18 décembre 1968**

**[Loi modifiant de nouveau la Loi des cités et villes](#)**

Présentée par le ministre des Affaires municipales Robert Lussier et sanctionnée le 18 décembre 1968, cette loi, applicable à toutes les municipalités du Québec, accorde le droit de vote aux élections municipales à toute personne majeure domiciliée dans la municipalité, élargissant de la sorte le droit de vote aux personnes, principalement des femmes, résidant dans une municipalité sans être légalement propriétaires ou locataires.

*Lien connexe : [Débats parlementaires](#)*

**2 mai 1969**

**[Loi modifiant la Loi électorale](#)**

Présentée par le Premier ministre Jean-Jacques Bertrand et sanctionnée le 2 mai 1969, cette modification de la Loi électorale retranche le paragraphe c de l'article 48 afin d'octroyer aux autochtones, incluant les femmes, le droit d'être inscrits sur la liste électorale et de voter aux élections provinciales.

*Liens connexes : [Par ici la démocratie \(Les autochtones et le droit de vote\)](#)  
[Par ici la démocratie \(Tous les autochtones peuvent voter au Québec\)](#)  
[Débats parlementaires](#)*

**18 juin 1971**

**[Loi modifiant la Loi sur les jurés](#)**

Présentée par le ministre de la Justice Jérôme Choquette et sanctionnée le 18 juin 1971, cette loi interdit désormais la discrimination fondée sur le sexe dans le choix des membres d'un jury, permettant ainsi aux femmes d'être jurées.

*Lien connexe : [Débats parlementaires](#)*

**1<sup>er</sup> décembre 1971**

**[Loi modifiant la Loi des cités et villes](#)**

**23 décembre 1971**

**[Loi modifiant le Code municipal](#)**

Sanctionnées le 1<sup>er</sup> décembre et le 23 décembre 1971 respectivement, les modifications apportées à ces deux lois permettent dorénavant aux femmes mariées en communauté ou en séparation de biens de négocier seules une entente d'expropriation de leurs biens propres, sans devoir obtenir l'autorisation de leur mari ou d'un juge.

*Liens connexes : [Débats parlementaires \(Loi des cités et des villes\)](#)  
[Débats parlementaires \(Loi modifiant le Code municipal\)](#)*

**6 juillet 1973**

**[Loi du Conseil du statut de la femme](#)**

Cette loi crée le Conseil du statut de la femme, un organisme chargé d'étudier et d'émettre des avis sur les questions d'égalité, de respect des droits et du statut de la femme dans la collectivité québécoise.

Liens connexes : [Par ici la démocratie](#)  
[Débats parlementaires](#)

**27 juin 1975**

### **Charte des droits et libertés de la personne**

Sanctionnée le 27 juin 1975, la Charte des droits et libertés de la personne édicte, dès son préambule, que « tout être humain possède des droits et libertés intrinsèques » et que « tous les êtres humains sont égaux en valeur et en dignité et ont droit à une égale protection de la loi ». La Charte interdit notamment, de façon officielle, toute discrimination fondée sur le sexe.

Lien connexe : [Débats parlementaires](#)

**27 octobre 1999**

### **Loi modifiant la Loi sur le mérite agricole**

Présentée par Rémy Trudel, ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation, et sanctionnée le 27 octobre 1999, cette loi modifie la Loi sur le mérite agricole afin d'y inclure un vocabulaire plus inclusif. Les mots « cultivateurs ou fils de cultivateurs » sont ainsi remplacés par « producteurs agricoles ou enfants de producteurs agricoles ».

Liens connexes : [Débats parlementaires](#)  
[Cheminement du projet de loi](#)

**18 octobre 1979**

### **Loi modifiant de nouveau la Loi électorale**

Présentée par le ministre de la Justice et ministre d'État à la Réforme électorale et parlementaire Marc-André Bédard et sanctionnée le 18 octobre 1979, cette prévoit que la femme mariée peut désormais être inscrite sur la liste électorale sous son nom et ses prénoms. Auparavant, la femme mariée était inscrite soit sous ses nom et prénoms joints à ceux de son mari, soit sous les nom et prénoms de ce dernier précédés de « madame ».

Lien connexe : [Débats parlementaires](#)

**23 juin 1982**

**[Loi modifiant la Loi sur les poursuites sommaires, le Code de procédure civile et d'autres dispositions législatives](#)**

Cette loi a été présentée par Marc-André Bédard, ministre de la Justice, et sanctionnée le 23 juin 1982. Elle modifie notamment la Loi sur l'exécution réciproque d'ordonnances alimentaires afin que le Québec puisse assurer l'exécution d'un jugement de pension alimentaire rendu par le tribunal d'une autre province canadienne et vice versa, protégeant ainsi davantage le parent, généralement la mère, ayant droit à une pension alimentaire.

*Lien connexe : [Débats parlementaires](#)*

**18 décembre 1982**

**[Loi modifiant la Charte des droits et libertés de la personne](#)**

Présentée par le ministre de la Justice Marc-André Bédard et sanctionnée le 18 décembre 1982, cette modification à la Charte des droits et libertés de la personne permet la reconnaissance de la grossesse comme un motif de discrimination interdit. Cette loi exige également des ministères et organismes gouvernementaux l'implantation de programmes d'accès à l'égalité pour assurer une représentation équitable des groupes pouvant être victimes de discrimination, dont les femmes.

*Lien connexe : [Débats parlementaires](#)*

**19 décembre 1986**

**[Loi modifiant diverses dispositions législatives eu égard à la Charte des droits et libertés de la personne](#)**

Présentée par le ministre de la Justice Herbert Marx et sanctionnée le 19 décembre 1986, cette loi prévoit diverses modifications législatives visant à assurer pleinement les droits reconnus par la Charte et à éliminer toute discrimination fondée sur le genre ou l'état civil. La loi abroge notamment les dispositions de la Loi sur les infractions en matière de boissons alcooliques interdisant l'accès des femmes aux tavernes et interdisant au tavernier d'embaucher une femme autre que son épouse.

*Lien connexe : [Débats parlementaires](#)*

**22 juin 1989**

**[Loi modifiant la Charte des droits et libertés de la personne concernant la Commission et instituant le Tribunal des droits de la personne](#)**

Présentée par le ministre de la Justice Gil Rémillard et sanctionnée le 22 juin 1989, cette loi crée le Tribunal des droits de la personne qui, sans restreindre le recours au droit commun, permet d'entendre plus facilement et rapidement les

demandes de la Commission des droits de la personne en matière de discrimination, notamment quant aux programmes d'accès à l'égalité. La loi prévoit également de nouveaux mécanismes d'enquête et de règlement des différends en cas d'atteinte des droits de la personne.

*Lien connexe : [Débats parlementaires](#)*

**14 mai 1992**

**[Loi sur le Conseil de la santé et du bien-être](#)**

Présentée par le ministre de la Santé et des Services sociaux Marc-Yvan Côté et sanctionnée le 14 mai 1992, cette loi crée le Conseil de la santé et du bien-être et prévoit que la nomination des membres ayant droit de vote doit notamment assurer une représentation la plus équitable possible des femmes et des hommes.

*Lien connexe : [Débats parlementaires](#)*

**22 décembre 1992**

**[Loi sur le Conseil des aînés](#)**

Présentée par le ministre de la Santé et des Services sociaux Marc-Yvan Côté et sanctionnée le 22 décembre 1992, cette loi crée le Conseil des aînés et prévoit que la nomination des membres ayant droit de vote doit notamment assurer une représentation la plus équitable possible des femmes et des hommes.

*Lien connexe : [Débats parlementaires](#)*

**21 octobre 1998**

**[Loi modifiant la Loi électorale, la Loi sur la consultation populaire et d'autres dispositions législatives](#)**

Cette loi a été présentée par le ministre responsable de la Réforme électorale Guy Chevrette et sanctionnée le 21 octobre 1998. Elle modifie notamment la Loi électorale afin de permettre à une personne qui quitte temporairement son domicile pour assurer sa sécurité ou celle de ses enfants d'être considérée pour des fins électorales comme domiciliée soit dans la section de vote de son domicile habituel, soit dans celle de sa résidence temporaire.

*Lien connexe : [Débats parlementaires](#)*

**16 juin 1999**

**[Loi modifiant diverses dispositions législatives concernant les conjoints de fait](#)**

Adoptée à l'unanimité le 10 juin et sanctionnée le 16 juin 1999, cette loi modifie les lois et règlements qui incluent une définition du concept de conjoint de fait pour que les unions de fait soient reconnues sans égard au sexe des personnes.

Lien connexe : [Débats parlementaires](#)  
[Cheminement du projet de loi](#)

## 20 décembre 2001

### [Loi modifiant la Loi électorale et la Loi sur la consultation populaire](#)

Cette loi, présentée par le ministre responsable de la Réforme électorale Guy Chevrette et sanctionnée le 20 décembre 2001, prévoit notamment qu'une personne qui quitte temporairement son domicile pour assurer sa sécurité ou celle de ses enfants peut voter sans avoir à faire connaître l'adresse où elle réside temporairement.

Liens connexes : [Débats parlementaires](#)  
[Cheminement du projet de loi](#)

## 16 décembre 2005

### [Loi insérant l'article 1974.1 au Code civil](#)

Cette loi a été présentée par le ministre de la Justice Yvon Marcoux et sanctionnée le 16 décembre 2005. Elle ajoute un article au Code civil afin de permettre à une personne de résilier un bail en cours si sa sécurité ou celle de l'enfant qui habite avec elle est menacée par la violence d'un conjoint, la violence d'un ancien conjoint ou en raison d'une agression à caractère sexuel, même perpétrée par un tiers.

Liens connexes : [Débats parlementaires](#)  
[Cheminement du projet de loi](#)

## 4 décembre 2007

### [Loi modifiant diverses dispositions législatives en matière électorale concernant l'identification des électeurs](#)

Présentée par Benoît Pelletier, ministre responsable de la Réforme électorale, et sanctionnée le 4 décembre 2007, cette loi permet à une personne ayant des motifs valables, notamment aux femmes portant un voile pour des raisons religieuses, de voter sans se découvrir le visage.

Liens connexes : [Débats parlementaires](#)  
[Cheminement du projet de loi](#)

12 juin 2008

**[Loi modifiant la Charte des droits et libertés de la personne](#)**

Cette loi, présentée par Christine St-Pierre, ministre de la Culture, des Communications et de la Condition féminine, et sanctionnée le 12 juin 2008, modifie la Charte des droits et libertés de la personne afin de stipuler expressément que l'ensemble des droits et libertés qui y sont décrits sont garantis de façon égale aux femmes et aux hommes.

Liens connexes : [Débats parlementaires](#)  
[Cheminement du projet de loi](#)

30 novembre 2011

**[Loi modifiant le Code civil concernant certains cas de résiliation du bail d'un logement](#)**

Cette loi a été présentée par Marguerite Blais, ministre responsable des Aînés, et sanctionnée le 30 novembre 2011. Elle réduit notamment de trois mois à deux mois le délai de résiliation d'un bail en cours pour une personne qui craint pour sa sécurité ou celle d'un enfant habitant avec elle en raison de la violence d'un conjoint, d'un ancien conjoint ou en raison d'une agression à caractère sexuel, même perpétrée par un tiers.

Liens connexes : [Débats parlementaires](#)  
[Cheminement du projet de loi](#)

12 juin 2020

**[Loi modifiant le Code civil pour notamment rendre imprescriptible les actions civiles en matière d'agression à caractère sexuel, de violence subie pendant l'enfance et de violence conjugale](#)**

Présentée par Sonia LeBel, ministre de la Justice, et sanctionnée le 12 juin 2020, cette loi rend imprescriptible l'action en réparation d'un préjudice résultant d'une agression à caractère sexuel, de la violence subie pendant l'enfance ou de la violence d'un conjoint ou d'un ancien conjoint.

Liens connexes : [Débats parlementaires](#)  
[Cheminement du projet de loi](#)

## Bibliographie sélective

Assemblée nationale du Québec. **Les députées de l'Assemblée nationale du Québec : engagées dans l'égalité entre les femmes et les hommes.** Québec : Assemblée nationale du Québec, 2008. 46 p.

Chagnon, Rachel; Martin, Andréanne. **Les femmes et lois du Québec depuis 1970.** Québec : Ministère de la Culture, des Communications et de la Condition féminine, 2009. 222 p.

Conseil du statut de la femme. **La constante progression des femmes : historique des droits des femmes.** Québec : Conseil du statut de la femme, 2005. 8 p.

Descarries, Francine. **Chronologie de l'histoire des femmes au Québec et rappel d'événements marquants à travers le monde.** Montréal : Institut de recherches et d'études féministe-UQAM, 2007. 27 p.

Gagnon, Françoise; Proulx, Maude. **La constante progression des femmes. Édition spéciale : 35<sup>e</sup> anniversaire du Conseil du statut de la femme.** Québec : Conseil du statut de la femme, 2008. 32 p.

Réseau québécois en études féministes; Conseil du statut de la femme. **Ligne du temps de l'histoire des femmes au Québec. 1600 à nos jours,** [En ligne]. <https://histoiredesfemmes.quebec/> (Page consultée le 30 juin 2021).